



DÉCLARATION

Recueil d'avis sur le déménagement des services Cadres, EMI et CRE

Dans ce projet, la DR affiche sa volonté de se défaire d'un bail arrivé à échéance (Villeurbanne Monceau) pour se serrer davantage dans des locaux existants (Villeurbanne Colin, Villeurbanne Scène et Image, DR).

Ce projet immobilier entraîne des relogements en cascade qui impacteront non seulement les services : cadres, CRE, EMI mais également le réseau avec l'intégration de l'équipe cadres à Villeurbanne Colin et celle de l'équipe EMI à Villeurbanne scène et image, sans oublier la DR avec l'intégration du Service CRE dans ses locaux.

Pour la **CGT**, dans ce projet, la Direction semble plus intéressée par les économies immobilières que par le bien être des agent-es. Villeurbanne Colin verra son effectif passer de 99 agents CDI à 123 CDI avec, pour les conseiller-es Cadres, la certitude de ne plus avoir de bureaux, ni d'espaces dédiés, et l'obligation de participer aux activités contraintes de l'agence.

Dans ce jeu immobilier à la Sim City, la **CGT** alerte sur les impacts négatifs sur les conditions de travail. Alertes que notre Direction Régionales ne veut entendre !

Nous arrivons à une agence de 123 agent-es CDI au minimum pour Villeurbanne Colin, soit 24 personnes de plus pour une surface immobilière identique.

La **CGT** renouvelle sa revendication d'avoir des sites de taille humaine et au plus près des usager-es pour assurer une délivrance de service optimale à la hauteur d'un véritable Service Public de l'emploi.

La **CGT** n'a de cesse d'alerter la Direction sur le constat sans appel que les grandes unités ont un taux moyen d'agression, d'incidents et d'accidents beaucoup plus important que les petites.

De plus, comment la DR peut-elle rester sourde sur les difficultés de l'intégration de l'équipe Cadres dans une agence, Villeurbanne Colin où comme cela sera évoqué dans le point 6, la situation du collectif est plus que préoccupante !

A toutes ces alertes, notre DR répond par une simple détente de calendrier d'un mois et refuse de faire une consultation Service par Service.

Mr le Directeur régional, vous êtes garant de la santé et de la sécurité des agent-es et face à votre entêtement de ne pas pas prendre en compte nos alertes et les RPS engendrés par ces relogements, la **CGT vote contre ce projet.**